

ouverte qui participe pleinement à un monde interdépendant, les Canadiens accordent une grande importance à des politiques de paix et de sécurité internationale qui sont tournées vers l'extérieur au lieu de rechercher une sécurité illusoire derrière les murs d'une forteresse.

Une force armée bien préparée

Sans être belliqueux, notre pays ne fuit assurément pas ses responsabilités. Nos soldats, marins et aviateurs sont prêts à de grands sacrifices, et nous devons au moins leur fournir le matériel dont ils ont besoin pour bien faire leur travail en toute sécurité.

– Un participant

Les ressources militaires doivent être crédibles, modernes et aptes au combat, car ce n'est qu'à cette condition que nous pourrions contribuer à la paix internationale. Les Forces armées canadiennes doivent donc se composer de soldats professionnels, certes entraînés pour se battre et emporter la victoire, mais uniquement lorsque cela est nécessaire. Dans les autres situations, nous devons respecter le modèle de maintien de la paix préconisé par Lester B. Pearson et stabiliser la paix internationale dans un cadre solide reposant sur l'ONU et d'autres alliances.

– Un participant

De manière générale, les participants expriment un appui ferme à la participation du Canada aux missions de maintien de la paix sanctionnées par la communauté internationale et, dans une moindre mesure, aux opérations de stabilisation ou de lutte antiterroriste à plus long terme (comme en Afghanistan). Certains font remarquer que, si le Canada contribue depuis longtemps à la cause de la paix et de la liberté par ses capacités militaires, il n'a pas toujours attendu qu'un mandat de l'ONU soit adopté avant d'envoyer ses forces sur le terrain. De nombreux participants s'inquiètent de l'état actuel des Forces armées canadiennes, que la plupart

considèrent comme un atout indispensable à notre sécurité, ici et à l'étranger, et comme un élément important des opérations multilatérales de maintien de la paix. Une majorité importante de participants favorisent un accroissement des ressources accordées aux Forces canadiennes afin qu'elles puissent disposer de l'équipement nécessaire pour s'acquitter des missions qu'on leur confie. La plupart soulignent également qu'il faut veiller à ce que les Forces armées aient la souplesse nécessaire pour s'adapter aux diverses tâches qu'on attend d'elles. Un participant s'exprime en ces termes à ce sujet :

Les missions humanitaires et les opérations militaires ne s'excluent pas mutuellement. Ainsi, pour répondre à une crise humanitaire qui se produit dans un contexte où le niveau de risque est élevé – dans un État non viable, par exemple – il faut une force apte au combat aussi bien que des travailleurs de l'aide et des organisations humanitaires.

Selon un autre participant,

il importe de réinvestir dans les Forces canadiennes afin d'assurer qu'elles aient les ressources nécessaires pour patrouiller et protéger elles-mêmes nos frontières. Cela exige une capacité opérationnelle classique adaptée à la situation géographique du Canada, en même temps qu'une évaluation réaliste des menaces de l'extérieur et une gestion attentive de nos relations délicates avec les États-Unis dans le contexte des accords de défense du continent et de l'Atlantique-Nord. [...] Ces mesures ne devraient pas être adoptées aux dépens des investissements que nous devons continuer de consacrer au matériel et à la formation nécessaires pour contribuer activement aux opérations de paix des Nations Unies.

Inquiets de la militarisation des affaires internationales, d'autres participants recommandent instamment que le Canada concentre ses efforts sur la recherche de solutions de rechange à l'intervention militaire. Certains craignent par ailleurs une participation éventuelle du Canada aux projets américains de militarisation de l'espace, et nombreux sont ceux